

Chargé Principal de la Promotion des Droits de l'enfant (CAEDBE)

Date: 14 févr. 2024

Lieu: Lesotho

Organisation: African Union

Valeurs de l'UA

- Respect de la diversité et du travail d'équipe
- L'Afrique en premier
- Transparence et responsabilité
- Intégrité et impartialité
- Efficacité et professionnalisme
- Information et partage des connaissances

Informations sur l'organisation

Rend compte à: Secrétaire Exécutif

Direction/Département/Organe: Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE)

Nombre de rapports directs: 4

Nombre de rapports indirects: 3

Grade du poste: P4

Nombre de postes: 1

Type de contrat: Régulier

Lieu: Maseru, Lesotho

Objectif du poste

Créée en tant qu'organisation continentale panafricaine unique en son genre, l'Union africaine est chargée de conduire le processus d'intégration rapide et de développement durable de l'Afrique par la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples et les États africains, ainsi que par l'établissement d'un nouveau partenariat avec les autres régions du monde. Le Siège de l'Union africaine est établi à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. L'Union africaine invite par conséquent les citoyens des États membres de l'Union africaine à faire acte de candidature au poste de Fonctionnaire chargé de la promotion des droits de l'enfant au Secrétariat du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE/le Comité).

Le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) est un organe des droits de l'homme de l'UA qui a pour mandat la promotion et la protection des droits et du bien-être des enfants en Afrique. Le Comité a été créé par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), devenue l'Union africaine (UA), en vertu de l'article 32 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (la Charte africaine de l'enfant) pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la Charte.

Compte tenu du contexte décrit ci-avant, l'UA invite les citoyens qualifiés et compétents des États membres de l'Union africaine ayant les aptitudes, les compétences et l'expérience avérées à soumettre leur candidature au poste de Fonctionnaire en chef chargé de la promotion des droits de l'enfant du Secrétariat du CAEDBE basé à Maseru (Royaume du Lesotho).

Le Fonctionnaire en chef chargé de la protection des droits de l'enfant coordonne la mise en œuvre des activités du CAEDBE conformément au mandat de promotion de celui-ci.

Principales fonctions

- Élaborer des stratégies et des politiques conformes aux objectifs de l'Unité afin d'attaquer les problèmes pertinents dans un cadre approprié ;
- Contribuer au développement du plan de continuité des activités de l'Unité et assurer la mise en œuvre au niveau respectif ;
- Concevoir des mécanismes de gestion des risques dans le secteur d'activité de l'Unité et recommander des stratégies d'atténuation ;
- Concevoir et planifier des programmes de politiques pour mettre en œuvre des stratégies ;
- Développer les activités en cours et de nouvelles activités qui font partie intégrante des stratégies et des politiques ;
- Résoudre les problèmes découlant des approches actuelles dans le domaine approprié ;
- Faire participer les parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre de stratégies au sein des États membres et des CER ;
- Représenter son Unité et exposer, lors de conférences, la position de l'Organisation dans le cadre des fonctions de l'Unité ;
- Mobiliser les fonds de tous les donateurs pour les utiliser dans la mise en œuvre de stratégies et d'activités ;
- Superviser la préparation de rapports périodiques d'exécution financière et budgétaire et assurer le suivi de l'exécution budgétaire de l'Unité ;
- Diriger et superviser les employés de l'Unité conformément aux objectifs du Département, y compris l'évaluation de la performance ;

Responsabilités spécifiques

- Superviser les activités du fonctionnaire principal chargé de la promotion des droits de l'enfant, du travailleur social principal, du fonctionnaire chargé des questions de genre et des travailleurs sociaux responsables de la promotion des droits et du bien-être des enfants aux niveaux national, sous-régional et panafricain ;
- Coordonner les activités des mécanismes spéciaux mis en place au sein du CAEDBE ;
- Superviser les différentes missions de plaidoyer et de lobbying concernant la soumission des rapports des États parties sur la mise en œuvre de la Charte africaine de l'enfant ;
- Superviser le processus de présentation des documents pertinents relatifs aux rapports et exposés complémentaires soumis par les organisations de la société civile ;
- Cœuvrer à l'amélioration de la visibilité et de la crédibilité des travaux du Comité ;
- Aider le CAEDBE à améliorer l'efficacité et la rapidité du partage de l'information et de la documentation afin de favoriser la mise en œuvre du mandat du Comité, en particulier dans le respect des procédures d'établissement des rapports des États parties ;
- Coordonner le réseau de partenaires nationaux, sous-nationaux et internationaux pour promouvoir les droits et le bien-être de l'enfant ;
- Assurer la supervision et le suivi de l'examen des demandes visant à obtenir le statut d'observateur ;
- Coordonner toutes les activités liées à la promotion des droits de l'enfant qui pourraient lui être confiées par le Secrétariat ou le CAEDBE.
- S'acquitter de toute autre tâche qui pourrait lui être confiée par le superviseur.

Formations universitaires et expériences requises

- Le candidat doit être titulaire d'un Master (Bac+5) en droit relatif aux droits de l'homme, en travail social, en protection de l'enfance ou dans tout autre domaine connexe des sciences sociales, avec une expérience professionnelle pertinente d'au moins dix (10) ans, dont

six (6) ans à des postes de direction et trois (3) ans à des postes de supervision.

OU

- Il doit être titulaire d'une Licence universitaire (Bac+3) dans un des domaines d'études susmentionnés, avec une expérience professionnelle pertinente d'au moins douze (12) ans, dont six (6) ans à des postes de direction et trois (3) ans à des postes de supervision.
- Connaissances pratiques en recherche juridique et analyse de politiques.
- Une expérience professionnelle au sein d'une organisation des droits de l'homme, notamment au niveau régional, continental ou international, serait un atout.
- La connaissance des activités du CAEDBE et du système africain des droits de l'homme serait un atout précieux.

Compétences requises

- Excellentes compétences en matière d'analyse et de rédaction ;
- Excellente maîtrise des techniques de rédaction et d'élaboration de rapports ;
- Excellentes compétences de planification et d'organisation ;
- Aptitude à travailler sous pression ;
- Expérience de travail dans un environnement professionnel multiculturel et dans des groupes diversifiés ;
- Excellentes aptitudes en matière de communication, de planification et de négociation ;
- Excellentes aptitudes dans les relations interpersonnelles ;
- Capacité à travailler en autonomie ;
- Expérience de travail avec des parties prenantes ;
- Une expérience de travail au sein d'une organisation des droits de l'homme, notamment dans une organisation spécialisée dans les droits de l'homme au niveau régional, continental ou international, est exigée.
- Une bonne maîtrise des applications informatiques et des applications MS Office, y compris MS Word, MS Excel et MS PowerPoint
- Le candidat doit maîtriser une des langues de travail de l'Union africaine (arabe, anglais, espagnol, français ou portugais). La connaissance d'une ou de plusieurs autres langues de travail serait un atout.

Compétences en leadership

Vision stratégique

Valorisation des autres:

Gestion du changement

Gestion des Risques

Compétences de base

Établissement de relations

Promotion de la culture de la responsabilité.

.Orientation d'apprentissage

Communiquer avec influence

Compétences fonctionnelles

.Pensée conceptuelle

Connaissances du métier et partage de l'information

.Recherche du résultat

Orientation vers l'amélioration continue

DURÉE DU CONTRAT ET PRISE DE FONCTION :

L'engagement à ce poste se fait sur la base d'un contrat régulier pour une période de 3 ans, dont les 12 premiers mois seront considérés comme une période probatoire. Par la suite, le contrat est renouvelable pour une période de deux ans, sous réserve de résultats et de réalisations satisfaisants.

ÉGALITÉ DE CHANCES :

La Commission de l'Union africaine est un employeur qui donne l'égalité de chances aux hommes et aux femmes, et les femmes qualifiées sont vivement encouragées à soumettre leurs candidatures.

DES LANGUES:

Maîtrise d'une des langues de travail de l'Union africaine (Anglais, Arabe, Espagnol, Kiswahili, Français, Portugais). La connaissance d'une autre langue de l'UA serait un atout supplémentaire.

RÉMUNÉRATION :

À titre indicatif, le salaire de base pour ce poste est de 42,879.00 \$ EU (P4 Échelon 1) par an. À ce salaire s'ajoutent d'autres émoluments, tels que l'indemnité de poste (46% du salaire de base), l'indemnité de logement (26,208.00 \$ EU par an), l'indemnité pour frais d'études (100 % des frais de scolarité et d'autres frais connexes jusqu'à un maximum de 10 000 \$ EU par enfant et par an), pour les fonctionnaires internationaux et de 3 330 \$ EU par enfant et par an, pour les fonctionnaires locaux.

Les candidatures doivent être déposées au plus tard le 15 Mars 2024 à 23h59 GMT+3.

-Seuls les candidats qui auront satisfait à toutes les exigences du poste et qui auront été retenus pour les entretiens seront contactés.

-Seuls les dossiers de candidature complets soumis en ligne, avec un curriculum vitae (CV), un passeport africain et les qualifications universitaires requises, telles qu'un diplôme de niveau Bac+2, une Licence, un Master ou tout autre certificat pertinent en rapport avec le domaine d'expertise, seront examinés.

-L'Union africaine est un employeur qui respecte l'égalité des chances, et les candidatures féminines sont vivement encouragées.

-Les ressortissants des pays les moins représentés au sein de l'Union africaine sont vivement encouragés à soumettre leurs candidatures pour des postes qui correspondent à leurs profils : Algérie, Angola, Cap-Vert, République centrafricaine, Comores, Égypte Guinée équatoriale, Erythrée, Eswatini Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Namibie, Niger, Sao Tomé-et-Principe Seychelles, Somalie, Tunisie